



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 193

Loi rétablissant l'ancienneté de certains salariés dans le secteur de la santé et des services sociaux

Présentation

Présenté par
M. Michel Bourdon
Député de Pointe-aux-Trembles



Éditeur officiel du Québec
1991

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de rétablir l'ancienneté perdue par certains salariés dans le secteur de la santé et des services sociaux, suite à la prise par le gouvernement, en 1989, de quatre décrets en application de la Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux (L.R.Q., chapitre M-1.1).

Le projet prévoit entre autres l'abrogation de ces décrets.

Projet de loi 193

Loi rétablissant l'ancienneté de certains salariés dans le secteur de la santé et des services sociaux

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Les décrets 1475-89, 1501-89, 1503-89 et 1505-89 concernant la fixation d'une date aux fins de l'application de l'article 23 de la Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux, pris par le gouvernement les 6 et 13 septembre 1989, en application des dispositions de la Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux (L.R.Q., chapitre M-1.1), sont abrogés.

2. Tout salarié qui a subi une perte d'ancienneté suite à l'application du décret 1475-89 mentionné à l'article 1, est rétabli, par rapport à son ancienneté et les droits qu'elle confère, dans la situation où il se trouvait à 8h00, le 8 septembre 1989 en ajoutant, aux fins du calcul de cette ancienneté, la période d'ancienneté qu'il a accumulée entre le 8 septembre 1989 et le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*).

3. Tout salarié qui a subi une perte d'ancienneté suite à l'application des décrets 1501-89, 1503-89 et 1505-89 mentionnés à l'article 1, est rétabli, par rapport à son ancienneté et les droits qu'elle confère, dans la situation où il se trouvait à 24h00 le 13 septembre 1989 en ajoutant, aux fins du calcul de cette ancienneté, la période d'ancienneté qu'il a accumulée entre le 14 septembre 1989 et le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*).

4. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).